

Lors de la séance du conseil municipal de Montreuil du 6 avril 2016, Patrice Bessac, maire PCF, et l'ensemble de la majorité municipale Front de gauche, (PCF et Parti de gauche), PS, Verts, à l'exception d'une conseillère municipale du Front de gauche qui s'est abstenue, a adopté un budget d'austérité extrême transférant sur la population et les personnels les mesures décidées par le gouvernement, sans la moindre velléité de résistance.

APRÈS LE CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL...

...LES AGENTS DE LA VILLE ENVAHISSENT LE COMITÉ TECHNIQUE LE 14 AVRIL

Lors du conseil municipal du 6 avril, plusieurs centaines d'agents de la ville, en grève, avec leurs organisations syndicales CGT, FO, FSU, CNT, étaient présents. La représentante de l'intersyndicale a demandé à prendre la parole. Dans son intervention, elle a rappelé que les personnels étaient les premiers visés par les mesures d'austérité. Elle a rappelé les revendications des personnels. Elle a rappelé que depuis six mois, les personnels avec leurs organisations se battent, revendiquent, que le maire a pris des engagements, et qu'aujourd'hui, il ne les respecte pas.

Le 14 avril, alors que le comité technique (CT) était convoqué pour donner un avis sur les mesures à l'encontre du personnel, plusieurs centaines d'agents en grève avec leurs organisations syndicales, ont envahi le CT pour dire leur refus catégorique de voir ces mesures imposées.

Rappelons les revendications des agents présentées au conseil municipal du 6 avril par la porte-parole de l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, CNT)

Aujourd'hui, après presque six mois de pseudo négociations avec les organisations syndicales, vous n'avez pas respecté vos engagements. Vous avez trahi la confiance des agents, pire, vous vous apprêtez à voter un budget avec lequel nous sommes en désaccord quant aux mesures prises concernant le personnel communal et les services publics de notre ville. Mesdames et messieurs les élus, comment pouvez-vous voter un budget qui condamne le service public local et sanctionne le personnel ? (...)

Monsieur le maire, vous appelez à la mobilisation contre le projet de la loi travail et saluez les initiatives citoyennes, nous, nous y participons activement ! Pourtant à Montreuil, vous faites le choix assumé d'un service public dégradé, vous faites le choix de précariser les agents, vous faites le choix de revenir sur les conquêtes sociales acquises de haute lutte. (...) Vous écrivez au président de la République

pour que cessent les politiques d'austérité qui étranglent les collectivités, mais vous appliquez au plan local l'austérité que vous condamnez au plan national. (...) Les conditions de travail des agents de cette ville sont déplorables monsieur le maire ! Vous ne connaissez pas le travail réel des agents qui, coûte que coûte, tentent de rendre chaque jour un service public de qualité, qui chaque jour accueillent la population, améliorent la vie des habitants, aident les plus démunis, construisent de nouveaux projets, travaillent en partenariat avec d'autres collectivités, inventent des idées nouvelles ? (...)

Vous vous apprêtez à voter un budget sans avoir pris la peine d'écouter le personnel, sans avoir donné de réponses à nos propositions, sans tenir compte des compétences des agents de cette ville, sur lesquelles vous devriez pourtant vous appuyer !

Nous, syndicats CGT, FSU, FO et CNT, revendiquons :

- **Un véritable plan pluriannuel de titularisation ;**
- **L'annulation des mesures de casse des acquis du personnel ;**
- **Le maintien des congés de préretraite ;**
- **Le maintien de la prime d'installation ;**
- **Le maintien dans sa totalité de la subvention du Comité des œuvres sociale.**

Nous vous demandons de ne pas voter ce budget en l'état, nous vous demandons d'être cohérents avec les valeurs que vous affichez, et puisque vous affirmez ne pas être le fossoyeur des services publics, nous vous demandons de poser la pelle qui commence à creuser !»

Intervention de Christel Keiser, conseillère municipale du Parti ouvrier indépendant démocratique, au conseil municipal du 6 avril

« Le budget qui nous est présenté par la majorité municipale est le concentré d'une orientation politique dont la principale caractéristique est l'adaptation à la politique d'austérité du gouvernement Hollande-Valls. Et, au moment où il faudrait organiser la résistance à cette politique, la municipalité fait le choix d'en faire payer les conséquences à la population et, on l'a entendu ce soir, au personnel communal (...).

En application du pacte de responsabilité Hollande-Valls, les collectivités territoriales sont confrontées à une diminution cumulée de 28 milliards d'euros au plan national, sur la période 2014-2017, dont 25 millions d'euros concernant Montreuil et 3,5 millions d'euros en 2016, pour la seule dotation globale de fonctionnement. Pour autant, est-ce que cela justifie de faire payer aux Montreuillois la politique d'austérité du gouvernement ? Certainement pas ! (...)

Il est indiqué dans le document de séance que les subventions du département à la commune concernant certaines activités ont été ajustées. Des subventions ajustées à quoi ? Il s'agit « de la diminution de la participation du département au financement du fonctionnement des crèches municipales ». Le 10 mars dernier, le budget du département, amputé de 22 millions d'euros, a été adopté avec les voix des conseillers départementaux du PS, mais aussi avec celles de six conseillers départementaux du PCF sur dix, les quatre autres s'abstenant (...). Or ce budget comporte une baisse de 9 millions d'euros de la subvention du département aux crèches municipales, dont 550 000 euros pour les crèches municipales de Montreuil. Or, parmi les conseillers départementaux qui ont voté ce budget, plusieurs siègent également dans ce conseil municipal. Il s'agit donc de M. Molossi (membre du PS) mais aussi de M^{me} Attia et M. Beddredine, membres du Front de gauche. Il ne s'agit évidemment pas de question de personnes mais de problèmes politiques (...). Et la conséquence, c'est un demi-million en moins pour les crèches municipales de Montreuil, c'est donc

moins d'enfants accueillis et des conditions d'accueil dégradées (...).

- Les dépenses de fonctionnement diminuent de 2,8 millions par rapport à 2015. Ce qui inclut, nous dit-on, une maîtrise forte des dépenses de personnel. Qu'y a-t-il derrière la formule « *maîtrise forte des dépenses de personnel* » ? Des conséquences extrêmement graves pour les agents territoriaux : la suppression de 47 postes, la suppression des congés de préretraite et de la prime d'installation, la diminution de 10% de la subvention au centre des œuvres sociales... Il s'agit sans doute ce que vous appelez (je cite) un « *pilotage fin* » (...). C'est contre ce fin pilotage que les agents étaient en grève le 23 mars dernier, à l'appel de leurs organisations syndicales et à nouveau aujourd'hui. (...)

- Enfin, les dépenses d'investissement passent de 50,9 millions en 2015 à 16,6 millions en 2016. Rappelons que l'an passé, déjà 18 millions avaient été supprimés. On constate que certains travaux n'ont pas été réalisés cette année alors qu'ils étaient prévus. Donc la commune va tenter de « tenir » en sabrant dans les dépenses d'investissement. Mais cela ne peut avoir qu'un temps assez court car on ne peut pas reporter indéfiniment des travaux urgents, notamment ceux de l'école Jean-Jaurès.

- Il n'est pas tolérable que la majorité municipale accepte de s'adapter à la politique anti ouvrière du gouvernement et d'en faire retomber les conséquences sur la population.

Adversaire de la politique d'austérité dictée par l'Union européenne et imposée par le gouvernement Hollande-Valls, je ne peux que voter contre un budget qui, au plan local, relaie cette politique contre les travailleurs et les jeunes de notre commune.

J'ajouterai une chose : Monsieur le maire, la démocratie exige que les employés communaux et leurs syndicats soient entendus. La démocratie exige que vous retiriez votre projet de budget. »

➔ **Habitants de Montreuil, travailleurs, jeunes** : au moment où des millions dans ce pays se mobilisent contre la politique du gouvernement Hollande-Valls et contre la honteuse réforme El Khomri qui prétend casser le Code du travail, les agents communaux de Montreuil, combattant pour l'emploi, des services publics de qualité, contre la précarité généralisée que veut imposer la mairie, rejoignent le combat de tous les travailleurs.

➔ **Habitants de Montreuil, nous disons** : nous sommes tous concernés. Habitants, employés communaux, unissons nos forces contre le budget d'austérité de M. Bessac. Apportons notre soutien aux revendications légitimes des agents.

Lors du prochain conseil municipal, le 8 juin, les élus seront appelés à approuver ou rejeter les mesures qui vont à l'encontre du personnel et des intérêts de la population, en particulier la suppression de la prime d'installation et des congés de préretraite, la suppression de la subvention au Comité des œuvres sociales (COS).

Nous, soussigné(e)s, nous adressons à tous les conseillers municipaux de la ville :
PRENEZ L'ENGAGEMENT DE VOTER CONTRE CES MESURES !

Pour sa part, Christel Keiser, conseillère municipale
du Parti ouvrier indépendant démocratique, prend l'engagement de voter contre
et appelle ses collègues de toutes tendances politiques à faire de même.